

AVIS DE TEMPETES

Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale

.....
21 –15 septembre 2019



| Faites vos jeux ! |

Faites vos jeux : 3, 5 ou 10 mètres ? Et si vous êtes radicaux : 50, 100, 150 mètres ? Le gouvernement français s'apprête à inscrire un de ces chiffres dans la loi. Ils indiquent la distance à respecter entre les habitations et les champs lors de l'épandage et de la pulvérisation de pesticides. La présidente du syndicat agricole FNSEA, Christiane Lambert, s'est hâtée d'intervenir dans le « débat public » où quelques voix se sont élevées pour parier plutôt sur le plus gros chiffre de 150 mètres. « *Que ces gens-là arrêtent de délirer !* », s'est-elle époumonée devant les journalistes, car cela reviendrait à diminuer de 15 % la surface agricole française. Plutôt que de nous mêler à ce débat absurde et franchement honteux, regardons d'un peu plus près ce que sont les pesticides et ce qu'ils représentent dans le monde d'aujourd'hui.

Un pesticide est une substance utilisée pour lutter contre des organismes consi-

dérés comme nuisibles, dirait l'encyclopédie. Sauf que le langage peut vite nous jouer des tours. Car dans presque toutes les formes d'agriculture, on doit protéger les plantes contre d'autres organismes. Il existe déjà des plantes qui ont des propriétés de « pesticide » si l'on veut, en protégeant champs et cultures contre les ravages par des parasites, des insectes, des maladies. Pour rendre les choses plus claires : quand on parle de pesticides, on parle de substances, souvent produites synthétiquement, qui contiennent des toxicités avérées. Ces toxicités vont alors agir contre les « nuisibles ». Jusqu'ici, pourrait dire notre ingénuité, tout va bien. Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Les toxicités « résiduelles », difficilement ou tout simplement non-dégradables, vont s'accumuler dans le sol, l'eau, l'air, les animaux, les corps humains, la nourriture... partout.



20/6, Thessalonique (Grèce).
Le *Groupe Mauricio Morales d'incendiaires de l'après-midi* revendique le 2 juillet l'incendie survenu le 20 juin qui a entièrement détruit la voiture personnelle du consul italien Christos Sarantopoulos dans le quartier de Touba. Malgré la zone hautement protégée, il a mené cette attaque à bien en solidarité avec les anarchistes en grève de la faim en Italie, précisant notamment « *Force et solidarité avec ceux qui choisissent de mettre en pratique les slogans anarchistes et de vivre une vie loin de l'esclavage salarié.* »

AOÛT 2019

14/8, Gauré (France).
En Haute-Garonne, la mairie flambe volontairement vers 1h30 du matin. Le feu prend au rez-de-chaussée après qu'une vitre ait été brisée, détruisant près de cent mètres carrés. L'essentiel du mobilier a été détruit, ainsi que des ordinateurs, des photocopieuses, mais également des documents administratifs.

14/8, Plaisir (France).
Dans les Yvelines, trois sans-papiers enfermés dans le centre de rétention (CRA) parviennent à écarter les barreaux de leur chambre puis à monter sur le toit vers 2h30 du matin. Si l'un est repris là-haut, les deux autres parviennent à franchir les murs d'enceinte barbelés et à disparaître. C'est la septième évasion de ce CRA depuis le début de l'année.

14/8, Dignes-les-Bains (France).
Dans les Alpes-de-Haute-Provence, les agences *Caisse d'Épargne* et *Banque Populaire* sont prise à partie : vitrines, portes vitrées ainsi que les deux

Le traitement chimique des cultures de plantes existe depuis des millénaires. En Grèce Antique, le soufre était utilisé comme pesticide. Dans l'Empire Romain, c'est l'usage de l'arsenic qui se répand comme insecticide. Mais c'est au 19^{ème} siècle que la chimie minérale prend son envol. En Europe, on voit alors se massifier l'usage de pesticides à base de sels et de sulfate de cuivre, ce qui entraînera une première pollution durable des sols (le cuivre ne se dégrade pas). Tout au long du 20^{ème} siècle, jusqu'à aujourd'hui dans nombre de pays qui ne l'ont pas interdit, les semences sont traitées avec des sels de mercure, un métal hautement toxique. Juste avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, avec une population avoisinant les 2 milliards, le chimiste allemand Fritz Haber, employé chez *Bayer*, découvre une méthode bon marché pour produire de grandes quantités de fertilisants, en réalisant la synthèse de l'ammoniac à partir de l'azote atmosphérique. Cela permettra l'extension des champs agricoles et l'augmentation de la production alimentaire à un moment où nombre de scientifiques s'alarmaient que le « plafond » de la population mondiale soutenable était atteint.

Mais Fritz Haber et son équipe ne s'arrêteront pas là. La guerre allait réorienter leurs recherches : il développera ainsi le terrible gaz moutarde employé sur un autre champ, celui de bataille dans les tranchées européennes. Leurs recherches permettront également le développement d'un autre pesticide bien connu : le Zyklon B, utilisé au cours des années 1930 dans l'agriculture céréalière puis dans les chambres à gaz nazies. Les pesticides de synthèse ont pour origine la recherche militaire. Après la Deuxième Guerre mondiale, les vastes complexes de chimie dédiés à la production militaire risquaient de se trouver hors service... et c'est comme cela qu'ils ont été transformés en usines pour produire en masse des pesticides de synthèse. Le plus connu est dans doute le DDT, découvert dès 1874, mais dont les propriétés insecticides n'ont été établies qu'à la fin des années 1930. Dans les années d'après-guerre, le DDT produit par les mêmes usines chimiques auparavant dédiées à la production de gaz toxiques et de produits chimiques à usage militaire, deviendra rapidement le pesticide le plus utilisé à travers le monde.

Un autre pesticide issu de la production de gaz de combat, est le malathion, encore utilisé aujourd'hui.

A partir de 1945, la consommation mondiale de pesticides a doublé chaque décennie (c'est-à-dire, une multiplication de 60 jusqu'aujourd'hui, arrivant à un volume de 2,5 millions de tonnes répandues annuellement sur les champs agricoles). Le nombre de pesticides a ainsi explosé : toujours plus d'additifs y ont été rajoutés pour augmenter tel ou tel effet, pour répondre à de nouvelles résistances, pour parer à la toxicité résiduelle... Malgré ce que l'on pourrait penser, plus de 75% des pesticides utilisés mondialement sont répandus sur les terres arables des pays dits développés... et la résistance de plantes et d'insectes grandit presque au même rythme que le développement des pesticides.

En 1997, 600 espèces d'insectes sont devenues résistantes à un ou plusieurs insecticides ; pour les herbes, on parle de 120 espèces et pour les champignons parasites le chiffre s'élève à 115. Tout en continuant le développement et la production de pesticides, les entreprises agro-industrielles et chimiques ont alors pris le problème à l'envers, en investissant massivement dans le développement d'organismes génétiquement modifiés (OGM) qui puissent résister à leurs pesticides toujours plus puissants supposés éradiquer tous les « nuisibles ». A noter qu'aux États-Unis par exemple, 94 % des cultures de coton, 92 % de celles de maïs et 94 % de celles de soja sont transgéniques. En Afrique du Sud, les pourcentages pour les mêmes « plantes » s'élèvent à 85, 95 et 100 %. Au Pakistan et en Inde, 97 % de tout le coton planté est transgénique. Aux Philippines, 65% du maïs est transgénique. En Argentine, la quasi-totalité des cultures de soja sont transgéniques.



Pour la santé humaine, les pesticides (tout en considérant qu'il y a des différences de toxicité entre l'un et l'autre, et que certains sont retirés du marché quand la narration n'est plus tenable, comme le fameux DDT, interdit depuis 1973, ou le produit made in France, l'Atrazine, interdit à l'utilisation ici mais toujours légal... à l'exportation) augmentent les risques, sont à l'origine même ou, combinés avec d'autres facteurs de pollution, provoquent : des cancers en tout genre (tumeurs cérébrales, leucémies, tumeurs des reins, du prostate, des testicules, du système lymphatique) ; infertilité, mort fœtale, prématurité, hypotrophie, malformations congénitales, perturbations endocri-

distributeurs de billets défoncés. Un tag contre le capitalisme est retrouvé sur l'une d'elle.

15/8, Forbach (France).
En Moselle, après une première vitre brisée dans la permanence du député *LREM*, remplacée par une plaque de bois, il en restait quelques autres intactes. De nouveaux pavés ont donc volé dans la nuit contre deux supplémentaires, les brisant net.

15/8, Berlin (Allemagne).
Un utilitaire de l'entreprise *SPIE*, qui tire profit de l'enfermement et de la répression, est incendié dans la nuit par *Celles et ceux d'un autre banc public*. Revendiqué en solidarité avec les trois des bancs publics (Hambourg), Loïc et tous les prisonnier.e.s !

15/8, Munich (Allemagne).
Les vitres d'une agence immobilière *RE/MAX* sont brisées dans la nuit.

16/8, Berlin (Allemagne).
Incendie nocturne d'un véhicule de l'entreprise immobilière *CG-Gruppe*.

17/8, Vienne (Autriche).
A Wiener Prater au bord de l'autoroute, une antenne-radio est incendiée par *Quelques enragé.e.s aux penchants nuisibles*. Revendiqué en solidarité avec les trois des bancs publics à Hambourg et tous les prisonniers, en précisant notamment : « *Les flics et les médias semblent garder pour eux cet « incident » – en toute connaissance de cause, puisque de telles attaques sur les réseaux omniprésents de cette société (câbles de fibre optique, électricité, pylônes radio, Internet...) pourraient être reproduites facilement ; nous n'avons eu besoin que de peu de matériel d'usage commun : quelques allume-feux pour le barbecue et quelques litres d'essence.* »

18/8, Valdoie (France).

Dans le Territoire-de-Belfort, le distributeur de billets du *Crédit Mutuel* est fracassé puis incendié. Vers 1h du matin, un inconnu attaque au marteau écran, clavier, lecteur de carte, trappe de sortie des billets avant de l'asperger d'essence et d'y mettre le feu. Il est entièrement détruit.

19/8, Scherwiller (France).

Dans le Bas-Rhin, cinq bus et deux-poids lourds partent en fumée sur le parking du garage *Volvo* vers 1h30 du matin. 2 millions d'euros de dégâts. La gendarmerie « *n'exclut pas la piste criminelle* », selon la formule consacrée.

19/8, Zwickau (Allemagne).

En Saxe, six pelleuses sont incendiées vers 1h30 sur le chantier de la future maxiprison de Zwickau-Marienthal. L'attaque est revendiquée par le *Commando autonome Thomas Meyer-Falk* en solidarité avec Loïc (incarcéré dans le cadre des émeutes lors du G20), les trois des bancs publics ainsi que les 18 compagnons et compagnonnes de Bâle condamnés à des peines de prison pour des manifestations sauvages. « *Nous considérons notre attaque comme une contribution à la semaine à venir de solidarité internationale avec les prisonniers anarchistes. Nos cœurs sont toujours à vos côtés, vous qui êtes contraints de rester derrière les murs de nos ennemis et qui devez quitter votre environnement car ils font tout pour vous garder entre leurs griffes voraces. Les cœurs ardents ne peuvent être enfermés ! Liberté pour tou.te.s les prisonnier.e.s ! (A)* »

19/8, Wavre (Belgique).

Sur le terrain du concessionnaire de la marque allemande *Opel*,

niennes ; atteintes dermatologiques comme des rougeurs, des démangeaisons, des ulcérations ; atteintes neurologiques comme une baisse de la sensibilité tactile, une fatigabilité musculaire, des céphalées, de l'anxiété, de l'irritabilité, la dépression, l'insomnie, des paralysies ; des troubles du système hématopoïétique avec une baisse des globules rouges et blancs et le risque de leucémie ; des atteintes du système cardiovasculaire avec des perturbations du rythme cardiaque et l'arrêt cardiaque ; des atteintes du système respiratoire comme des surinfections, des bronchites, des rhinites et des pharyngites ; des atteintes des fonctions sexuelles comme l'infertilité masculine avec la délétion croissante de la spermatogenèse et féminine comme perturbateur endocrinien ; maladies néurodégénératives comme Parkinson. « *Que ces gens-là arrêtent donc de délirer !* », comme on dit à la FNSEA...



Entre 1981 et 1982, l'organophosphoré Némacur 10 de la firme *Bayer*, utilisé dans le traitement de tomates, provoque la mort de plus de mille personnes et la maladie ou l'infirmité de dizaines de milliers d'autres en Espagne. La firme, l'État et les experts le camouflèrent sous le nom d' « *huile toxique* ».

Dix ans plus tard, Jacques Philipponneau publiait *Relation de l'empoisonnement perpétré en Espagne et camouflé sous le nom de syndrome de l'huile toxique* où l'on pouvait par exemple lire ce qui suit : « *La maladie a longtemps été une fatalité individuelle ou un malheur social dont le soulagement éventuel relevait de la connaissance médicale et d'une charité privée progressivement relayée par la puissance publique. La santé publique est maintenant une affaire économique ; doublement d'ailleurs. D'une part parce que l'économie marchande, par sa victoire sur d'anciennes conditions naturelles partout disparues, produisant stricto sensu la vie et la mort de l'homme moderne, se révèle être en quelque sorte un problème de santé, et même un problème pour la santé. Nul n'ignorant sous nos latitudes que ce qu'il mange, boit, respire, bref les conditions générales de sa vie quotidienne sur lesquelles il ne peut habituellement rien, constitue une menace pour son capital-santé, selon la poétique expression du temps ; et à chaque instant on nous recommande d'en améliorer la gestion en renonçant à telle ou telle habitude ancienne*

devenue néfaste et dont on peut chiffrer la nocivité dans les comptes généraux de la nation. ». Ces mots font venir à l'esprit les phrases parues dans la revue *l'Encyclopédie des Nuisances* n°5, en 1985 : « *L'extrême dégradation de la nourriture est une évidence qui, à l'instar de quelques autres, est en général supportée avec résignation : comme une fatalité, rançon de ce progrès que l'on n'arrête pas, ainsi que le savent ceux qu'il écrase chaque jour. Tout le monde se tait là-dessus. En haut parce que l'on ne veut pas en parler, en bas parce que l'on ne peut pas. Dans l'immense majorité de la population, qui supporte cette dégradation, même si l'on a de forts soupçons, on ne peut voir en face une réalité si déplaisante.* »

Aujourd'hui, l'ignorance ne peut plus être invoquée. Le déluge d'études et de livres dénonçant les effets néfastes pour la santé et l'environnement des pesticides utilisés si massivement dans l'agro-industrie (qu'il conviendrait d'ailleurs d'appeler toujours ainsi, car c'est ce que l'agriculture est devenue dans sa quasi-totalité) a peut-être généré une prise de conscience, des luttes et des oppositions parfois radicales comme lors de la résistance aux OGM en France, des expérimentations de « faire autrement » (aujourd'hui récupéré et inséré dans le marché comme n'importe quelle autre marchandise, dûment étiquetée « bio », « organique », « 100% naturelle », « issue de l'agriculture durable » etc.), mais c'est au final la résignation qui l'emporte. Elle se manifeste notamment sous forme d'une dénégation totale, d'un manque d'intérêt, voire d'une incapacité d'appréhension de l'ampleur de la question, couplés à une impuissance à agir directement pour supprimer, disons, au moins la nuisance qui se trouve directement à côté de chez soi, dans le champ du voisin.

Elle peut aussi prendre la forme de l'intégration au sein du grand « *greenwashing* » du capitalisme industriel à coups de nouvelles technologies, de vastes mensonges et d'énergies renouvelables, ou encore l'insertion, sous forme d'« entreprises bio », dans le marché conventionnel. En même temps, on voit aussi que « la minorité des minorités » tend à aiguïser ses combats, se sachant désormais en fin de compte peu nombreuse dans la lutte contre le monstre qui repose essentiellement sur le consensus qu'il réussit à produire ou obtenir. Certains combats « locaux » engendrent parfois des attaques importantes contre ce qui saccage le monde et ses habitants, tout comme des poignées s'en prennent directement, ici et là, aux labo-

cinq véhicules sont incendiés et détruits par les flammes au cours de la nuit.

21/8, Leipzig (Allemagne). Les vitres de l'entreprise *BAUER Elektroanlagen* (installations électriques) sont brisées à coups de masse au cours de la nuit en solidarité avec les trois des bancs publics (Hambourg). « *BAUER s'implique entre autres dans le système carcéral et en tire profit, comme il l'a fait tout récemment en participant à la construction de l'hôpital pénitentiaire de la prison de Leipzig, située dans la Leinestrasse* » précise notamment le communiqué.

22/8, Trois-Ilets (France). En Martinique, incendie volontaire d'un transformateur électrique, qui coupe le jus à 5000 habitants jusqu'à Fort-de-France. Le même poste électrique avait déjà été incendié en décembre 2018.

22/8, Leipzig (Allemagne). Un néo-nazi notoire tombe dans une embuscade près d'un bois et est grièvement blessé par un groupe d'assaillants masqués.

24/8, Bourg-Saint-Andéol (France). En Ardèche dans le bois du Laoul, une antenne-relais *TDF* est incendiée dans la nuit vers 1h30 : la majeure partie des câbles de l'antenne de 30 mètres de haut sont complètement cramés, plus de 70 000 personnes privées de télévision (TNT) dans le sud-Ardèche et dans la Drôme pendant plusieurs jours. Les réseaux de téléphonie mobile de *SFR, Bouygues et Free*, ainsi que la radio, connaissent de fortes perturbations.

25/8, Roanne (France). Dans la Loire, les locaux de *PCE Services*, entreprise spécialisée

dans la fabrication et le déploiement de fibre-optique partent en fumée vers 1h30 du matin. Situés dans la zone industrielle des Guérins au Coteau, ce sont les bureaux d'étude et l'administration de la société qui étaient installés dans les 800 m2 calcinés. Plusieurs départs de feu volontaires ont été relevés par les enquêteurs.

25/8, Figeac (France).

Dans le Lot, toutes les vitres de la permanence LREM sont brisées et un tag *G7 envie de tout péter #Amazonie* laissé sur le mur. Deux personnes arrêtées.

25/8, Grasse (France).

La permanence du maire *LR* est fracassée vers 6h30 à coups de masse.

25/8, Moulit (France).

Dans le Calvados, la mairie et la permanence du député *LREM* se mangent des volées de pierres.

26/8, Francfort (Allemagne).

Au cours de la nuit, au moins 40 voitures de luxe (*Jaguar, Land Rover, Aston Martin*), sont défoncées à coups de marteau sur le parking d'un concessionnaire. L'attaque est revendiquée notamment en solidarité avec des prisonniers anarchistes et en solidarité avec la résistance contre le G7 à Biarritz ou contre la gentrification à Berlin.

26/8, Berlin (Allemagne).

Un fourgon de *Vonovia* est incendié dans la nuit. Le communiqué détaille ses responsabilités dans la gentrification et revendique une précédente action qui a laissé des fourgons *Vonovia* endommagés début août.

ratoires, aux fabricants d'OGM ou aux administrateurs de la dévastation de la planète. Avec l'avancée toujours plus rapide de l'artificialisation de l'agriculture et la dégradation indéniable de l'habitat, ces combats risquent fort de devenir toujours radicaux en termes de perspectives et de méthodes, ce qui n'est pas pour nous déplaire.



En France, l'État entend imposer à l'agro-industrie une nette diminution de l'usage de pesticides, selon ses plans *Écophyto* (un premier lancé en 2007 souhaitait réduire de 50% l'épandage de pesticides vers 2018, suivi d'un deuxième plan en 2015 qui a repoussé ce délai à 2025). Si d'un côté, il interdit certains pesticides (comme le fameux glyphosate, interdit à la vente aux particuliers et à usage dans les espaces publics comme des parcs depuis janvier 2019, ce qui n'empêche pas qu'un tiers des herbicides utilisés en France restent bel et bien ce même glyphosate), de l'autre il octroie des permis à de nouveaux poisons, comme l'autorisation en 2019 de onze fongicides supplémentaires contenant des substances actives SDHI (« *Succinate DeHydrogenase Inhibitor* »). Des rapports d'alerte avaient pourtant été émis en 2018 : « *Des anomalies de fonctionnement de la SDH peuvent entraîner la mort des cellules en causant de graves encéphalopathies, ou au contraire une prolifération incontrôlée des cellules, et se trouver à l'origine de cancers. Des anomalies de la SDH sont aussi observées dans d'autres maladies humaines.* ». Les fongicides SDHI sont d'ores et déjà épandus partout dans les campagnes françaises : sur près de 80% des surfaces de blé, presque autant d'orge, sur les arbres fruitiers, les tomates, les pommes de terre. Et voilà donc qu'aujourd'hui l'État entend décider de ces 3, 5 ou 10 mètres de distance des habitations à respecter lors de l'épandage des pesticides !

Ce qui compte, c'est que tout puisse continuer comme avant. Que la production augmente, que les profits se réalistent. D'ailleurs, quitte à ce que cette société fasse naufrage, il n'est tout simplement pas possible de se passer de pesticides pour maintenir l'existant : l'agriculture industrielle a déjà tellement transformé, pollué et appauvri les sols que rien n'y pousse plus à grande échelle sans engrais synthétiques et sans chimie pour protéger les plantes contre les mille maladies et parasites... qui sont eux-mêmes, en grande partie, créés par la résistance que les organismes tendent naturellement à développer contre ce qui les tue. C'est un cercle vicieux, mieux,

c'est le fameux train qui avance à toute allure droit vers le gouffre. Discuter à propos des 3, 5 ou 10 mètres, est alors vraiment le détail hypocrite de la montagne de poisons industriels qu'ils font couler dans nos veines et nos bronches.

Les liens entre capitalisme, production industrielle et maladies se manifestent partout, et pas seulement dans l'agriculture et la nourriture qu'elle produit. Combien de mineurs, combien de métallurgistes, combien de travailleuses du textile, combien de peintres, combien de maçons, combien d'ouvriers et ouvrières sont morts de façon affreuse à cause des toxicités auxquelles ils et elles ont été exposés au boulot ? Combien d'autres gens sont morts de façon atroce à cause des produits qu'ils et elles ont contribué à répandre sur le monde ? Combien de cancers grandissent dans nos corps exposés en permanence et en toute connaissance de cause aux rayonnements électromagnétiques de l'heureuse société connectée ? On se leurrerait si l'on ne se fixait que sur les nuisances les plus évidentes comme le nucléaire ou les émissions de CO2 : c'est tout produit qui sort d'une usine, toute marchandise qui est assemblée, tout aliment qui est fabriqué dans ce monde qui contient, porte en soi ou provoque une dose de mort.

C'est tragique, mais l'augmentation vertigineuse de cancers n'est que le sommet de l'iceberg empoisonné sur lequel nous survivons. Oui, il faut dire que nous ne faisons que survivre, d'autant plus que notre « survie » semble toujours plus irréaliste et artificielle. Sans les doses ahurissantes de médicaments et de traitements (qui, soyons clairs, contiennent eux aussi leurs lots de toxines dont on ne connaît que mal les effets sur une longue durée ou qui génèrent à leur tour de nouvelles maladies ou, dans le cas des antibiotiques, des bactéries plus résistantes et nuisibles), combien d'entre nous survivraient au-delà de cinquante ans ?



Pour en revenir aux pesticides, malgré le fait qu'il semble désormais bien tard, mais qu'aussi un certain désespoir peut armer nos mains et nos esprits, le minimum est bien de nommer quelques responsables. Ceux-là ne sont pas pris dans un « rapport » ou un « mécanisme », selon les sempiternelles arguties balbutiées pour excuser la servitude volontaire : ils font des choix en toute connaissance de cause et en tirent grand profit sur le dos de tous. Des milliers de documents et d'études

26/8, Pessac (France).

En Gironde, deux armoires électriques qui permettent notamment de gérer la signalisation, sont incendiées peu avant 5h du matin le long des voies de chemin de fer. Ce double sabotage provoque l'arrêt de tous les trains entre Bordeaux et les villes du sud de la région dès le matin, puis de nombreux retard sur les TGV et des TER annulés.

26/8, Nantes (France).

En Loire-Atlantique, une voiture *Eiffage construction* est incendiée rue Marzelle de Grillaud. Revendiqué par des *Penchants nuisibles*, notamment parce que « *c'est ce géant du BTP qui construit des taules de toutes sortes et qui participe aussi à la grande prison à ciel ouvert, la « smart city » et autres merdes qui nous pourrissent la vie* », avant de finir d'un « *Feu à toutes les prisons, ceux qui les gèrent et qui les construisent ! Liberté pour toutes et tous !* »

27/8, Athènes (Grèce).

Trois trafiquants de drogue qui insultent et provoquent des compagnons et compagnones venus assister à une réunion à Exarchia, sont attaqués à coups de couteau.

27/8, Thessalonique (Grèce).

Les vitres de l'antenne locale du parti au pouvoir *Néa Dimokratía* (ND) sont brisées au cours de la nuit.

27/8, Thessalonique (Grèce).

Les *Noyaux de Sorcières Anarchistes* revendiquent le déclenchement d'un engin incendiaire dans la chapelle de Sepolia. « *Nos hivers sont interminables, mais tout à coup, ils prennent la couleur différente*

des milliers d'objectifs que nous offrent l'État, le capital et le patriarcat pour attaquer. ».

27/8, Paris (France).
La Mercedes du chef d'une mission diplomatique quelconque est incendiée avenue Foch (16e arr.) par *Les amoureux des bancs publics du seizième*. « Une pensée pour les personnes arrêtées à Biarritz et dans les environs, pour ceux qui payent encore pour les journées du G20 de Hambourg, pour les 3 du Parkbank. Déchainons nos penchants nuisibles ! » termine le communiqué.

28/8, Athènes (Grèce).
Vers 2h30 du matin, une trentaine d'anarchistes divisés en deux groupes attaque la police anti-émeute qui stationne devant le squat occupé par des immigrés et des compagnons. Deux jours, plus tard, le 30/8, c'est une pluie de 80 molotovs qui s'abat sur un escadron anti-émeute à l'intersection des rues Tositsa et Trikoupi à Exarchia.

28/8, Conques-Sur-Orbiel (France).
Dans l'Aude près de Carcassonne, l'incendie d'un central de téléphonie Orange privé 26 communes de téléphone (fixe et mobile) et d'internet (Adsl). C'est en effet ce central qui communiquait avec les 3 antennes-relais du réseau mobile situées dans le secteur de Conques-Sur-Orbiel/Villegly. « *Le départ de l'incendie a été localisé au niveau des installations électriques alimentant en énergie le central* », et le tout ne sera rétabli partiellement que deux semaines plus tard.

à disposition de tout un chacun témoignent désormais du caractère cancérigène et toxique des pesticides dont dépend la quasi-totalité de la production alimentaire, sans compter les milliers d'autres documents gardés « *for your eyes only* » dans les caves des laboratoires pharmaceutiques, les bureaux des agroindustriels, les tours de verre administratives. Nommons donc ces empoisonneurs de masse.

Les plus grand producteurs qui s'occupent de 75 pour cent de la production mondiale de pesticides, sont bien sûr des multinationales : *Bayer-Monsanto, Syngenta, BASF, Dow Chemical*. Au niveau français, il y a deux fédérations patronales qui sont spécialisées en la matière : l'*Union de l'Industrie de la Protection des Plantes* (UIPP) et la *Fédération Négoce Agricole*. La plupart des producteurs de pesticides qui suivent en sont adhérents : Action PIN, Adama, Ascenza (SAPEC Agro), Belchim Crop Protection, Certis, Corteva Agriscience, De Sangosse, FMC France, GOWAN France, Lifescientific, Nufarm, Philagro, Phytoeurop, SBM Company, SUMI Agro, UPL, STE XEDA, Anios, Phytorus, Groupe 5 S, Dip-ter, Sesol, Indal, Helarion Industries, Emdex, Al'tech, Hygia, Cedre, Eurotonic.

Viennent ensuite les instances étatiques de planification, d'émetteurs de normes et de recherche comme l'*Institut National de la Recherche Agronomique* (INRA), dont des dizaines de structures de recherche, de production, d'expérimentation, d'étude, de formation sont de la partie, ou encore le *Centre National de Recherche Scientifique* (CNRS), l'*Institut National de la Santé et de la Recherche* (INSERM) et l'*Agence Nationale de Sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail* (ANSES).

Reste enfin à se poser une dernière question, non plus celle des producteurs de pesticides, mais ceux qui s'en servent pour faire pousser leurs cultures. Si tous les agriculteurs n'utilisent pas de pesticides et beaucoup souhaiteraient s'en passer, certains s'obstinent à empoisonner non seulement eux-mêmes, mais aussi ceux qui consommeront leurs produits ou qui vivent aux alentours... Plutôt que d'en dresser une liste, ce qui serait aussi absurde que de dresser une liste des travailleurs du nucléaire, nous pensons que c'est au sein de la conflictualité même que les responsabilités des uns et des autres seront établies, que les possibilités de choix conscient peuvent s'élargir... et que l'historique « *je ne fais que mon boulot* » sera de moins en moins accepté.



| Un mois d'août à Tenerife |

En ce mois d'août dans les Canaries espagnoles, l'île de Tenerife est bien entendu pleine à craquer de touristes. Fière de compter la plus forte concentration d'hôtels 5 étoiles en Europe à Adeje, dans le sud de l'île, Tenerife abrite aussi un centre de rétention (CIE, *Centro de Internamiento de Extranjeros*). Il est situé loin des regards, à Hoya Fría, en banlieue de Santa Cruz. D'un côté il y a ces masses d'étrangers munis des bons papiers et d'un portefeuille bien garni qui viennent polluer le parc naturel au pied du volcan pour tenter d'oublier leur servitude volontaire, d'un autre il y a des étrangers d'un autre style.

Ceux-là, bien moins nombreux et de loin, sont enfermés de long mois entre des murs barbelés, tabassés et humiliés parce que trop pauvres et dépourvus du petit papier nécessaire pour franchir les frontières de la riche Europe. Les uns ont pris le risque de se voir refuser un bagage trop volumineux à l'aéroport, les autres de sombrer avec leurs frêles embarcations. Les uns s'en vont mourir à petit feu de cancers de la peau sur le sable noir, les autres crèvent directement en Mer Méditerranée (2.300 en 2018 et 3.100 en 2017, bilans officiels) devant une frontière militarisée en fuyant guerres et misère.

Samedi 3 août 2019 vers 9h du matin, vingt-quatre sans papiers ont déjoué tous les plans de la police et réussi à franchir les hauts murs du centre de rétention de Santa Cruz pour s'évader. Mutinerie face aux conditions d'enfermement, désir d'une liberté qu'aucune prison spéciale ne réussira jamais à étouffer, toujours est-il que les autorités ont immédiatement lancé une vaste chasse à l'homme. Si dix d'entre eux ont été vite repris aux alentours, et dix autres épuisés les jours suivants, les quatre derniers courent toujours, désespérément bloqués dans l'île à touristes.

Samedi 10 août 2019, certainement enthousiasmés par le premier groupe de courageux, ce sont cette fois treize sans-papiers qui se sont organisés patiemment et ont réussi à s'évader vers 22h30, à la faveur de la nuit et du changement de gardes. Après avoir découpé le grillage

29/8, Nantes (France).
En Loire-Atlantique, plusieurs vitres du consulat de Grèce situé rue Léon-Jost sont fracassées à coups de masse par *Un Loup*. Un tag *Stop Loi et Ordre à Exarchia* (avec le A cerclé) est retrouvé à côté. Lundi 26 août à l'aube, l'Etat grec a lancé une vaste offensive policière contre le quartier d'Exarchia d'Athènes, dans le but d'expulser des squats de migrants/anarchistes et aseptiser le quartier.

30/8, Wuppertal (Allemagne).
Une voiture de l'entreprise *SPIE* est défoncée dans la nuit (pneus, vitres, carrosserie).
« *Complicité avec toutes les compagnon.ne.s incarcéré.e.s* », dit notamment le communiqué.

SEPTEMBRE 2019

1/9, Perpignan (France).
Après avoir été copieusement saccagée le 27 juillet lors d'une manifestation des Gilets jaunes, la permanence *LREM* de la capitale des Pyrénées-Orientales reçoit une quinzaine de coups de masse dans l'ensemble de ses vitres.

1/9, Athènes (Grèce).
En réponse aux expulsions de squats, une vingtaine d'anarchistes attaquent vers 23h30 avec des molotovs une unité de la police anti-émeute (*MAT*) en faction à l'entrée d'Exarchia au croisement des rues Tositsa et Trikoui. S'en suivent des affrontements quand la *MAT* pénètre jusqu'au square du quartier.

1/9, Berlin (Allemagne).
Dans six quartiers différents de la capitale (Friedrichshain, Treptow, Kölnische Heide, Fennpfuhl, Hohenschönhausen,

Wedding), des attaques coordonnées contre des fourgonnettes appartenant à l'entreprise immobilière *Vonovia*, la plus grande d'Allemagne, ont lieu contre la gentrification : huit d'entre elles sont endommagées. Revendiqué par *Groupes Autonomes*.

2/9, Guipry-Messac (France). En Ille-et-Vilaine vers 22h30, un camion-grue est entièrement calciné sur le chantier d'extension d'une ferme industrielle de veaux géré par la *Cooperl*, qui fait l'objet d'une contestation locale.

4/9, Nancy (France). En Meurthe-et-Moselle, de nombreuses vitres de l'OMH (*Office métropolitain de l'habitat*), celles de la mairie de quartier ainsi que celles du local du Conseil départemental sont copieusement brisées à coups de pierres sur le Plateau de Haye.

4/9, Lorient (France). Dans le Morbihan, trois grands containers à poubelle traînant sur la place Anatole-Le-Braz sont déplacés vers 6h contre le sous-répartiteur d'*Orange* – celui qui gère les lignes téléphoniques (près de 500) et internet du centre ville – avant d'être incendiés avec ce dernier. Résultat ? Les distributeurs de billet des banques sont totalement hors service, de même que les terminaux de paiement électronique des commerçants, sans compter les clients particuliers, et ce dans une bonne partie du centre ville.

4/9, Hambourg (Allemagne). Dans la nuit, le *Groupe autonome pour la lutte contre les entreprises de sécurité et les profiteurs des prisons* incendie un véhicule du

et blessé un flic, ils se sont évanouis dans la nature. Cinq d'entre eux ont échappé à la nouvelle chasse à l'homme.

A Tenerife, qui accueille chaque année à bras ouverts plus de cinq millions d'étrangers bien sous tous rapports en étant la principale destination touristique des îles Canaries, quelques dizaines de nouveaux migrants ont débarqué ces deux semaines-là en provenance d'Algérie. Ils ont immédiatement été enfermés à double-tour dans le CIE de Hoya Fría. Peut-être se souvenaient-ils que le nom de Tenerife est issu de la langue amazigh, puisque l'île était peuplée par les Guanches, les seuls berbères à n'avoir pas été islamisés et dont la civilisation a été exterminée après avoir durement résisté lors de la conquête espagnole de Tenerife au XVe siècle. La plupart des survivants furent vendus comme esclaves, et la principale trace qu'ils ont laissée, en plus de gravures dans la roche, se trouve aujourd'hui sous forme de momies (les Guanches embaumaient leurs morts) au *Musée de la Nature et l'Homme*. Un musée peuplé de corps de berbères vaincus qui se trouve précisément à Santa Cruz, à deux pas du centre de rétention.

Entre les africains vilement exposés sous cloche pour des visiteurs en tongs contre un billet de cinq euros, et ceux dont les corps trop pauvres finissent dans le ventre des poissons, qui fera le lien ? Entre les smartphones, tablettes et autres data centers qui permettent aux esclaves anesthésiés de rester connectés au boulot tout en se prélassant loin de leurs petits soucis quotidiens, et les guerres par exemple liées à l'extraction de minerais indispensables à ces joujoux technologiques, des guerres qui poussent des millions d'être humains à fuir l'endroit où ils ont grandi, qui fera le lien ? Entre l'industrie du loisir qui permet à des millions de touristes de se déplacer d'un pays à l'autre et les frontières assassines qui tentent de repousser quelques milliers de voyageurs indésirables, qui fera le lien ? Entre des sans-papiers révoltés qui parviennent parfois à brûler leur lieu de réclusion ou à s'en évader et la machine à contrôler, trier et enfermer dont les tentacules se déploient à tous les coins de rue, qui fera le lien ?

Il est plus que temps de raser à la source ce monde d'exploitation, de guerres et de frontières. Liberté pour toutes et tous, avec ou sans papiers, comme on disait il y a quelques années déjà...



| Avec le cœur libre et les mains fermes |

Pourquoi l'État paniquerait-il autant pour quelques litres d'essence non utilisés et un briquet ?

Pourquoi l'État se sentirait-il menacé au point que ces matériaux basiques, simples et accessibles partout provoqueraient une pareille opération massive : des enquêtes menées par le procureur général, des mois de détention provisoire, un spectacle médiatique de calomnie qui fête l'arrestation de trois « *extrémistes* » en en faisant un triomphe ?

Pourquoi l'État devrait-il avoir peur de quelques allumettes fixées à un allume-feu, alors qu'il dispose d'un arsenal innovant en constante augmentation qu'il utilise sans scrupule, composé de technologies, d'infrastructures, d'armes, d'armées, d'une machine de propagande visant à créer consensus et confusion, d'une population dépendante et endormie par la consommation compulsive de l'inutilité ?

Peut-être que ces outils simples, disponibles partout et à la portée de toutes et tous s'accompagne de quelque chose de bien plus fort qu'aucun homme d'État ni soldat ou scientifique ne parviendra à saisir : *ce qu'un cœur libre et des mains fermes peuvent accomplir.*

Nous vivons dans une démocratie totalitaire, qui nous accorde la liberté de consommer, d'avoir des opinions interchangeables, d'entamer un dialogue avec des forces opposées, de se créer une identité virtuelle, d'être indigné, de tout posséder, d'être quiconque tant que l'on reste pacifié. Ce qui n'est pas accepté, c'est la présence de celles et ceux qui sont incompatibles avec la liberté telle qu'elle est définie par l'autorité, celles et ceux qui crachent sur une liberté d'opinion vide et tolérée et qui s'emparent plutôt de la liberté pour mettre leurs idées en pratique.

Une liberté possible pour tout individu animé par des désirs, rêvant d'un monde sans oppression ni exploita-

célèbre prestataire de services des prisons *SPIE* dans le quartier de Wandsbeck. L'attaque est dédiée aux trois anarchistes des bancs publics (dont deux se trouvent en préventive), ainsi qu'à la résistance à Exarchia en Grèce contre les expulsions.

4/9, Thessalonique (Grèce).

À la veille du forum international économique annuel, le domicile du consul de l'Inde est attaqué. L'action est revendiquée par *Des anarchistes* en expliquant les investissements prévus de la part du capital indien.

4/9, Alès (France).

Sur les 167 caméras de surveillance que compte cette ville du Gard, 22 ont été détruites volontairement depuis le début de l'année. Les deux dernières en moins d'une semaine par arme à feu, et les précédentes par incendie et voiture-bélier. 150 000 euros de dégâts.

5/9, Brême (Allemagne).

Vers 2h45, un autocar de la *Bundeswehr*, l'armée allemande, est incendié en plein centre-ville. L'attaque est revendiquée en solidarité avec les prisonniers anarchistes, notamment parce que « *L'armée allemande fait partie de cette normalité de merde qui tue, patriarcale et autoritaire.* » 15 000 euros de dégâts.

5/9, Bruxelles (Belgique).

Vers 21h30, un véhicule de patrouille garé devant le commissariat de Saint-Gilles est incendié. Il est totalement détruit. Les policiers présents dans le poulailler ont assisté impuissants à la destruction de leur outil de travail. Une femme est arrêtée et incarcérée en

préventive quelques jours plus tard.

6/9, Boulogne-sur-Mer (France). Dans le Pas-de-Calais, la permanence du député *LREM* reçoit de la visite : tags (*ACAB, A cerclés*, prochain appel à manif), triple-vitrage brisé à coups de batte et serrure de la porte d'entrée bouchée au silicone.

6/9, Wimereux (France). Dans le Pas-de-Calais, l'antenne-relais de téléphonie mobile située en haut d'un château d'eau est sabotée au petit matin en coupant ses câbles. La 3G est absente pendant deux jours sur les réseaux *SFR* et *Bouygues*. Un sabotage local d'antenne-relais qui n'est pas le premier depuis le début de l'année, selon les journalafics.

6/9, Bruxelles (Belgique). Vers 13h, un ou plusieurs inconnus tentent d'incendier un camion militaire garé en face de la Gare du Midi. Le camion est dédié au transport de troupes dans le cadre de l'opération *Vigilant Guardian* qui déploie les militaires dans les rues belges. Un témoin de l'incendie a vu les flammes et est rapidement intervenu, ce qui a limité les dégâts.

10/9, Fort-de-France (France). Dans la colonie de la Martinique, un distributeur automatique de titres de transport est entièrement fracassé dans la nuit. Deux autres ont subi le même sort les semaines précédentes.

12/9, Thouars (France). Dans les Deux-Sèvres, deux voitures municipales de service stationnées dans la cour de la mairie sont incendiées au cours de la nuit.

tion, sans guerre ni cupidité, sans profit ni hiérarchie. Les graines de ce monde-là germent lorsque la résignation se transforme en détermination, lorsque la misère devient le courage de vivre la tête haute ; lorsque la force d'imagination se transforme en réalité grâce au savoir et à la créativité ; lorsqu'on se décide à ne plus laisser continuer les atrocités commises par ce monde dans un silence complice ; lorsqu'on se décide à identifier les personnes et les structures qui sont responsables de ce cercle vicieux qui détruit et empoisonne tout ce qui touche au vivant ; lorsque des individus décident de s'auto-organiser, seuls ou en petits groupes, afin d'agir contre ce qui cause la stérilisation de notre sensibilité.

Nombreuses sont les personnes qui ne laissent pas leurs rêves être déterminés par la domination, qui trouvent le moyen et les possibilités d'agir, de la façon et à l'endroit qu'elles veulent. Qu'il s'agisse de la révolte pendant le sommet du G20 ayant échappé au contrôle des autorités, du sabotage d'infrastructures des télécommunications, des incendies de postes de police ou d'attaques contre des entreprises qui tirent profit de l'industrie carcérale. Ces actes envoient des signes et de la force aux autres combattant.e.s et rêveuses. Ces échos de révolte ouvrent l'horizon vers un monde sans Etat qui contraint, humilie, asservit et enferme. Ces actes donnent de l'oxygène à la liberté.

Pour la révolte sociale ! Liberté pour toutes et tous !

★

Traduit de l'allemand d'une affiche
en solidarité avec les « *trois du banc public* »,
fin août 2019

** Dans la nuit du 7 juillet 2019, trois anarchistes ont été arrêté.e.s dans un parc de Hambourg, accusé.e.s d'être en possession d'engins incendiaires. Deux d'entre eux se trouvent en détention provisoire, tandis que la troisième personne a été placée sous contrôle judiciaire.*

La vocation de ce bulletin n'est pas de donner un aperçu de l'actualité du mouvement ou de reprendre des communiqués qui ont d'autres voies pour se diffuser. Pour une question de cohérence et d'éthique, nous avons tout de même trouvé correct de reprendre l'annonce ci-dessous, qui concerne la personne accusée de deux attaques incendiaires et détenue à Zurich. Dans notre numéro 15 de mars 2019, nous avons en effet publié une de ses contributions écrite depuis la prison à un débat sur « ce que veulent les anarchistes », puis un second texte traduit d'une publication solidaire germanophone, Feuer den Knästen, qui se référerait explicitement à ce prisonnier-là. Aujourd'hui, il n'y a plus de compagnon incarcéré à Zurich pour ces deux attaques.

| A propos de la défense du prisonnier de Zurich |

En tant que groupe de solidarité existant jusqu'à présent, nous mettons par ce texte publiquement un terme à notre activité solidaire et de soutien avec le prisonnier arrêté fin janvier 2019 à Zurich et qui se trouve encore en détention préventive.

En effet, cette personne a rédigé une déposition écrite sur les accusations portées contre lui d'incendie volontaire de véhicules militaires à Hinwil (commune proche de Zürich) et d'une antenne-radio d'urgence de la police à Zurich, déclaration que nous ne pouvons pas cautionner et qu'il a présentée lors de l'audition finale du Parquet.

En premier lieu, elle contient des déclarations pouvant être utilisées spécifiquement contre le compagnon faisant l'objet d'un mandat de recherche international depuis juillet 2016 pour le sabotage de l'antenne de police et qui est encore en cavale. Le prisonnier semble être conscient du fait que sa déclaration pourrait être utilisée à charge contre le compagnon en fuite.

En second lieu, dans les deux cas, il dirige de manière explicite les soupçons sur son cercle d'amis ou de connaissances. Par

ailleurs, il confirme ou complète diverses hypothèses de l'enquête et se présente par deux fois comme innocent.

L'assurance de son innocence priverait déjà à elle seule la solidarité révolutionnaire publique d'un de ses piliers – "*Ni coupable, ni innocent*" –. Mais avec une déposition de cette ampleur et de cette sorte, toute solidarité avec la personne emprisonnée devient pour nous impossible.

Le groupe de solidarité ne fera donc notamment plus suivre les lettres jusqu'alors transmises via la bibliothèque anarchiste *Fermento*.

Comme avant, nous continuons à défendre les actes de sabotage dont il est question dans cette procédure, indépendamment de qui les a réalisés. Nous appelons tout le monde à laisser tomber les spéculations et les ragots à propos de cette affaire.

Lex-groupe de solidarité,
début septembre 2019

PS : Nous souhaitons beaucoup de force, de courage et de bons nerfs au compagnon en cavale.

(Traduit de l'original en allemand)

| Revues, livres & journaux |

Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage de la CGT à la Résistance*, ed. Perrin (Paris), 496 p., avril 2016

Il ne fallait pas moins de plusieurs centaines de pages grand format pour que cet universitaire spécialiste de la Résistance rédige son histoire du sabotage au cours de la première moitié du 20^e siècle. En se basant abondamment sur des archives d'Etat, Albertelli nous propose un regard vu d'en haut et sur le passé, mais qui pourrait bien aussi intéresser ceux d'en bas toujours disposés à prendre cette question au sérieux. En tout cas si l'on est capable de lire entre ses lignes et de piller la matière que nous intéresse.

Le sabotage *de fait* –concernant l'outil de travail ou des infrastructures du pouvoir–, existe certainement depuis qu'il y a exploitation et domination. Mais le mot même fait son entrée officielle dans le dictionnaire en 1905 en devenant une proposition sous l'impulsion des anarchistes au sein de la CGT. Parmi les nombreux partisans syndicalistes de l'action directe, vue comme l'action autonome d'une classe ouvrière qui se défie des représentants politiques, le sabotage effraie pourtant d'emblée. Beaucoup insisteront alors davantage sur des dimensions comme la diminution de la quantité du travail fourni en faisant du zèle ou à l'inverse de sa qualité (« à *mauvaise paie mauvais travail* ») que sur sa dimension offensive et destructrice.

Dès 1906, le secrétaire CGT de la Fédération de la métallurgie pouvait par exemple proclamer (p. 22) : « *par sabotage, nous n'entendons pas ainsi qu'on le croit communément nous en prendre aux*



machines et outils de travail. Non, les ouvriers saboteront sans rien détériorer. » La défense du sacro-saint outil de travail était née ! Une préoccupation constante, qui va être renforcée par un argument commun chez les autoritaires de tous bords : pour les staliniens avant la Deuxième Guerre mondiale, puisque tout cela est le produit de l'effort de prolétaires et lui reviendra après la révolution, il n'est pas question d'y toucher ; pour les résistants gaullistes, puisque tout cela sera nécessaire à la reconstruction du pays, il ne faut détruire que ce qui sert strictement à l'industrie de guerre allemande et est réparable dans un délais de trois à six mois maximum. En juin 1921, *L'Internationale communiste* condamne « *l'illusion dans les masses que les actes individuels peuvent remplacer le combat révolutionnaire du prolétariat* », en mars 1940 *L'Humanité* clandestine liée par le pacte germano-soviétique affirme « *on ne réussira pas à faire croire que notre parti, fidèle à l'enseignement de Lénine, partisan de l'organisation de masse, allant de la pétition, de la manifestation et de la grève jusqu'à la levée révolutionnaire du peuple, soit subitement devenu partisan de l'action individuelle, de l'attentat* » (pp. 154-55). En mars 1944, le *Comité français de libération nationale* (CFLN) qui entend être le seul gouvernement légitime, précise officiellement la liste de sabotages interdits aux Résistants et les charge même de protéger les cibles suivantes : les « *grosses installations industrielles, essentielles à la vie économique française et dont la réparation éventuelle serait très longue, telles que centrales électriques, barrages, mines, métallurgie lourde,*

industries textiles...» (p. 286). Une position identique à celle des *Mouvements unis de Résistance* (MUR) dans le Sud du pays, qui avertissent en janvier 1944 qu' « *il ne faut jamais oublier que les installations sont françaises, qu'elles constituent une partie de notre patrimoine national, et qu'elles seront des plus utiles après la guerre pour assurer le relèvement de notre pays.* » (p. 337) C'est ce genre de raisonnements qui explique que ce seront massivement les rails, les réseaux électriques et de communication ou les moyens de transport qui seront touchés par la résistance, et proportionnellement bien peu d'autres infrastructures ou outils de production, le tout encadré à partir de 1943 en fonction des nécessités des futurs Débarquements en Normandie et en Provence.

En face et vu d'en bas, lorsque le sabotage échappe au contrôle des organisations et se propage de manière auto-organisée, c'est bien entendu une arme puissante pour opérer en territoire ennemi par petits groupes autonomes, pour frapper des infrastructures importantes disséminées à travers tout le territoire et impossibles à protéger toutes, pour mener un combat asymétrique, expérimenter des effets boule de neige et acquérir « *des qualités de sang-froid, d'initiative et d'audace* » dans une perspective insurrectionnelle, comme le faisait déjà remarquer une brochure anarchiste en 1903.

Entre mars et juillet 1909 lors de la grève des postiers, des poteaux supportant des lignes télégraphiques et téléphoniques sont sciés, ailleurs des fils sont sectionnés. Le nombre d'actes de sabotages recensés sera officiellement de 57 dans vingt départements, et 70 encore après la fin du mouvement. L'année suivante, alors que se prépare une grève des cheminots, la question du contrôle se pose à nouveau, et je journal *La Guerre sociale* de Gustave Hervé n'hésite pas en septembre 1910 à condamner les « *saboteurs trop pressés* »

et indisciplinés qui n'attendent pas le mot d'ordre officiel. Au final, la grève des cheminots est déclenchée en octobre et ne durera qu'une semaine, mais les sabotages de lignes le long des voies se poursuivront jusqu'en juin 1911 : 2908 recensés officiellement, dont quelques-uns touchant aussi les rails (détirefonnages, aiguilles) et... six attaques à la dynamite. En ce début du 20e siècle, l'importance toujours plus cruciale pour l'économie capitaliste des réseaux modernes (énergie, transports, télécommunications) ainsi que l'invention de substances explosives stabilisables (dynamite, gelignite, mélinite) va en effet commencer à faire bon ménage. A noter d'ailleurs que la vieille rhétorique infâme des socialistes et communistes attribuant les sabotages à une provocation policière existe dès 1913 sous la plume de Jaurès, et que *L'Humanité* les recense dans une rubrique intitulée « *la police continue...* » (p. 41).

Pendant la Première guerre mondiale, les anarchistes d'origine italienne vont mener nombre d'attaques incendiaires et explosives pour saboter l'industrie de guerre aux Etats-Unis (voir *Paroles claires*, ed. L'assoiffé, Marseille, mai 2018, 306 p.) même si notre historien n'y comprend rien et ânonne en suivant sa source journalistique qu'elles ne sont que le fruit d'agents du Kayser notamment recrutés « *dans les milieux anarchistes* » (p.100). Sur le territoire français, l'état-major identifie 185 incendies dans les usines de guerre, dont 19 sont qualifiés d'actes criminels ou de sabotages entre le 1er janvier et le 31 juillet 1916 (p.90). Mais l'historien oublie par exemple de citer ceux qui se produisent à Saint-Etienne et Roanne le long des voies lors de la grève de mai 1918 contre la guerre.

Pour finir, on ne développera pas ici la plus grande partie du livre, qui concerne d'un côté l'appropriation de la notion de sabotage par les services anglais (le *Special Operations Executive*, SOE) et gaul-

listes (Bureau central de renseignements et d'action, BCRA) et de l'autre leurs rapports complexes avec les groupes de résistance – de 49 tonnes mensuelle de matériel de sabotage parachuté d'Angleterre en septembre 1943 jusqu'à 64 tonnes mensuelle en mai 1944, pour donner une idée des enjeux en terme d'objectifs, de contrôle et de perspectives (p. 245). Nous laissons faute de place cette partie à ceux de nos lecteurs passionnés par l'étude des services ennemis. Par contre, on peut relever quelques points techniques toujours d'actualité.

Concernant les transformateurs et centrales électriques, un de leur point de fragilité concerne le bain d'huile, que certains ont saboté en ouvrant leurs robinets de vidange (p. 97). Concernant les pylônes électriques, les services recommandaient à la résistance de saboter de préférence les pylônes spéciaux pour maximiser les dégâts : « les pylônes d'angle, ceux d'accès difficile –notamment en montagne– ou les très grands pylônes supportant des lignes sur de grandes distances lorsqu'il faut traverser un fleuve ou un ravin, et un ou deux de ceux qui les entourent » (p. 281). Concernant les points sensibles parce que constituant des nœuds ou que réparables avec peine, sont notamment évoqués les tunnels ferroviaires, les réservoirs de barrages et les grandes écluses de la Seine, les centrales électriques et transformateurs autres que ceux fabriqués en série (p.286). Concernant l'effet boule de neige, c'est l'industrie des roulements à billes, composée d'une douzaine d'usines, qui avait vite été identifiée comme vitale pour l'ensemble de la construction mécanique : bombardées et sabotées par de petits groupes, leur interruption aura des effets en chaîne considérables (p. 239).

Concernant les attaques d'usines, la *Commission mixte d'enquête sur les sabotages* créée en juin 1945 pour évaluer a posteriori leur efficacité pendant la guerre, constatait : « dans les usines qui en utilisent,

les machines spéciales sont des cibles intéressantes et dans tous les cas le sabotage doit viser la machine elle-même et non le moteur qui peut être remplacé facilement », mais aussi « que la destruction de la source d'énergie est préférable », vu son effet plus global sur l'usine concernée (p. 376).

Après guerre, de « peur qu'il ne débouche sur l'anarchie et sur la révolution en France » (p. 424), l'État entendit reprendre définitivement la main sur le sabotage en en revendiquant le monopole (réservé à son service *Action* créé en 1946) et clore une parenthèse où il fut massivement pratiqué, bien aidé en cela par un parti communiste (puis les syndicats) qui en revint à ses premières amours de condamnations systématiques. Mais qui a dit qu'une pratique aussi vieille que le mouvement ouvrier ou que les perspectives insurrectionnelles n'avait pas un bel avenir destructif devant elle ? Il est en tout cas certain que la société technindustrielle qui resserre chaque jour davantage ses filets ne sera pas rasée au sol toute seule.

■



Louise Michel, *A mes frères. Anthologie de textes poétiques et politiques* établie par Eric Fournier, ed. Libertalia (Montreuil), 176 p., août 2019

Les éditions *Libertalia* sont assez représentatives de cette manière de diffuser des idées libertaires en les noyant au sein d'une contre-culture contestataire de gôche, ce qui a notamment pour effet de les priver de toute charge subversive et d'entretenir une confusion intéressée entre autorité et liberté. C'est comme cela qu'une anarchiste comme Louise Michel peut allègrement côtoyer dans le catalogue de l'éditeur montreuillois un chef de parti trotskiste qui fut candidat aux deux dernières élections présidentielles (Philippe

Poutou) ou une élue du *Parti de Gauche* qui réchauffe depuis neuf années les fauteuils du conseil régional en Rhône-Alpes (Corinne Morel Darleux).

Et puisque l'autorité ne se limite pas aux partis politiques, il fallait bien sûr que le recueil de la communarde soit introduit par un universitaire qui signe *es-qualités* (ça nous apprendra à lire les bouquins en commençant par leur préface !). Un grand professeur qui tient d'emblée à nous avertir que « *la plupart des combats* » de Louise Michel « *sont aujourd'hui révolus* » (p. 15), sans que l'on sache si c'est parce que nous vivons enfin au temps d'anarchie, ou parce que le sorbonnard Eric Fournier a égaré ses lunettes entre deux fiches de paie ministérielles. Mais quoi attendre d'autre de la part d'un historien d'État qui se réjouit que plusieurs textes de la compagne aient été « *consignés fort heureusement dans de denses archives policières* » (p.13) ? Gageons que si les flics n'avaient pas existé pour assassiner, embastiller, tabasser, traquer, perquisitionner et... espionner les révolutionnaires, Fournier les aurait sans doute *fort malheureusement* inventés afin de pouvoir effectuer son travail de récupération post-mortem...

Car Louise Michel n'était pas qu'une femme du 19e siècle chez qui Fournier, –suivant la mode académique du moment–, s'évertue à traquer les occasions où elle « *trouble le genre* », tout en reprochant de manière obsessionnelle et anachronique à ses discours de n'explorer jamais assez profondément cette voie. Loin d'être la *Vierge rouge* inventée par la presse que railla Albert Libertad lors de son enterrement en 1905, Louise Michel était une combattante qui ne dédaigna pas délaissier son travail d'institutrice et d'ambulancière pour empoigner sa carabine *Remington* à Clamart, au fort d'Issy et sur les barricades des Moulineaux et de Clignancourt lors de la Commune de Paris. C'était une révolutionnaire anarchiste qui

après avoir soutenu l'insurrection kanak de 1878 lors de son exil néo-calédonien (contrairement à la plupart de ses compagnons d'infortune), refit trois années de prison en avril 1883 pour « *complot contre la sûreté de l'Etat* » suite à une manifestation de chômeurs où des boulangeries furent pillées. Et quatre mois encore en août 1886 pour « *provocation au meurtre* » après avoir soutenu dans un meeting les mineurs de Decazeville qui avaient défenestré l'ingénieur Watrin lors d'une grève (ce qui engendra la création du néologisme populaire : *watrinier son chef*).

En 1890, avant de finir sa vie par de vastes tournées de conférences (notamment en solidarité avec les compagnons espagnols torturés dans la forteresse de Montjuich), elle passera encore en procès, cette fois pour une « *provocation directe par discours proférés dans les réunions publiques à des actions de crimes et délits* » prononcée à la veille du 1er Mai lors d'un meeting en Isère. L'État en profitera d'ailleurs pour la faire interner pendant un mois au prétexte d'un « *délire de persécution* ». Femme, anarchiste, combattante, révolutionnaire, Louise Michel était avant tout une individu révoltée contre le pouvoir (« *le pouvoir est maudit, et c'est pour cela que je suis anarchiste* »).

Depuis quelques années, beaucoup de textes de celle qui défendit le grand incendie de Paris devant ses juges sont disponibles chez différents éditeurs, depuis ses *Mémoires* (de 1886 et de 1890) jusqu'à son œuvre sur *La Commune* (1898), qui n'a été démaspérisée qu'en 2015, mais aussi sa vaste correspondance, ses poèmes et pièces de théâtre ou ses romans sociaux (*Les Microbes humains, Le Monde nouveau, Le Claque-Dents, La Misère, La Chasse aux loups*). Que pouvait alors bien proposer de plus cette nouvelle « *anthologie de textes poétiques et politiques* » dénommée *A mes frères* ? Puisant à l'occasion de ci de là dans

ces rééditions contemporaines, elle prétend surtout être autre chose qu'une simple compilation de passages choisis, en nous proposant une petite vingtaine d'inédits dûment mentionnés en petites capitales.

Aaah, comme on se réjouissait de retrouver le style flamboyant et passionné de Louise Michel ! Aaah, combien cette compagne pourrait une fois encore frapper notre imaginaire en cette fin d'été, elle qui ne manquait ni d'intransigeance ni de démesure ! « *Quel que soit l'homme à atteindre, qu'il soit notre ami, notre parent, nous le combattons s'il est contre nous, contre la révolution, contre la revendication sociale !* » (1880, p. 56. Précisons qu'elle se gardera pourtant bien de rompre quelques années plus tard avec son ami H. Rochefort, devenu ultra-nationaliste) ; « *prenons donc pour mot d'ordre et pour point de ralliement la haine du capital, le mépris du pouvoir* » (1889, p.64) ; « *Tout est baigne sur la terre, tout est prison. La mine, la caserne, l'atelier sont des bagnes pires, quelquefois, que ceux dans lesquels sont envoyés ceux que d'autres hommes se permettent de déclarer coupables. En parlant des bagnes et des prisons, on pourrait donc parler de l'état social actuel...* » (1895, p. 69) ; « *La guerre sans trêve et sans pitié, nous vous la déclarons, au nom de ceux-là que vous torturez dans vos geôles... oui, chacals, nous irons vous chercher dans vos palais, ces antres de tous les crimes et nos poignards justiciers sauront trouver vos cœurs féroces* » (1891, p118) ; « *sans entraves, sans castes, sans frontières, sans religions, sans gouvernements, sans institutions. Les peuples ne seront heureux que lorsque la grande révolte aura emporté tous ceux qui s'opposent à notre bonheur* » (1897, p.123).

Aaah, comme on aurait aimé lire du Louise Michel, comme ses conférences auraient pu nous enchanter ou au contraire nous faire

bondir, mais le petit problème est que les fameux inédits dont on a tiré les extraits ci-dessus ne sont en réalité pas d'elle. Non, tous ces mots ont *littéralement et strictement* été rédigés par des mouchards, des indicateurs ou des journalistes présents dans la salle, voire par les deux avant d'être reproduits et recoupés par le sieur Fournier, qui en a même carrément réécrits certains afin de les passer « *en style direct* » et d'en mieux savourer les « *punchlines* » (p. 165, ou pourquoi il faut parfois commencer un livre par son annexe).

C'est parce qu'il n'existe aucun manuscrit de ces conférences de l'anarchiste, que le charognard universitaire justifie tranquillement être allé faire les poubelles des flics ou celles du journal *L'Egalité* dirigé par « *un repentant incertain du boulangisme, aux confuses porosités politiques et possiblement en cheville avec la préfecture* »... avant de faire passer leurs misérables compte-rendus indiscrets pour les discours de Louise Michel. C'est ainsi qu'une bonne partie des textes qui composent le recueil de *Libertalia* sont devenus ceux-là mêmes que l'ennemi avait mis dans la bouche de la compagne pour la surveiller et la réprimer, quand ils n'ont pas été réarrangés par un type capable de la traiter de « *militante déter* » (p. 111) pour la rapprocher de Blanqui !

Avec du recul, éditer à plusieurs milliers d'exemplaires des politiciens qui aspirent à devenir nos maîtres ou des universitaires qui travaillent à la reproduction sociale du pouvoir n'était pas encore assez, pour ces « *éditeurs libertaires* ». Alors pourquoi pas tenter de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, des rapports de mouchards et des reports de journaux pour des idées anarchistes, tant qu'on y est ? Dans le grand égout de la politique, toutes les forfaitures sont décidément possibles. ■



Incognito. Expériences qui défient l'identification, ed. Mutines Séditions (Paris), 140 p., septembre 2019

Après avoir réédité l'année dernière des versions refondues ou révisées de leurs livres sur Maria Nikiforova et sur Albert Libertad, *Mutines Séditions* nous propose cette fois une édition augmentée d'*Incognito*. Initialement paru outre-Alpes en 2003 puis traduit en français en 2011, *Incognito* avait fait l'objet d'une seconde édition italienne dix ans plus tard, avec un texte concernant une expérience de clandestinité supplémentaire, tandis qu'un autre était revu et une introduction rajoutée. Trois compléments qui ont été l'occasion de procéder à cette réédition francophone dans un format et une couverture différents.

La dizaine de témoignages anonymes recueillis ici concerne donc « *cette dimension parallèle où même ce qui peut être dit, souvent ne l'est pas* », à l'heure où la condition de clandestin devient le sort d'une partie plus importante de la population. Pour fuir la misère comme la répression, pour continuer la lutte depuis un ailleurs qui peut aussi être tout prêt, pour échapper à une lourde condamnation ou à une surveillance étouffante. Si les voix qui le composent sont avant tout individuelles et variées – d'un compagnon qui va passer quinze années au vert en multipliant attaques et braquages à une compagne partie des années avec sa fille pour la voir grandir ou un exilé d'Algérie qui va devoir affronter exil et racisme en Italie –, on y parle passage de frontières, débrouille et déplacements loin des projecteurs, et de la question de l'identité : comment effacer ses traces sans se perdre soi-même ?

Comme le conclut le nouveau témoignage traduit, un des objectifs de ce petit livre est

aussi que ces expériences réelles puissent être réappropriées plus largement au sein du mouvement, et que la question de la mise au vert y soit abordée de façon plus conséquente : « *je considère indispensable que la question de la cavale et le fait d'y être préparés devienne un sujet de discussion bien présent parmi les compagnons : la réserve et la discrétion sont bien entendu de nobles qualités, mais la peur des oreilles de l'ennemi et la projection sur la soi-disant ingénuité de ceux que nous avons en face ne peuvent à eux seuls justifier de désertier certaines discussions et pratiques... Il se peut que le fait même d'en débattre dans certaines assemblées, ou même seulement dans les pages des publications « du mouvement » puisse déjà être en soi un encouragement à échanger certaines connaissances et savoirs, ce qui mettrait un peu fin à ces lignes, et que ces derniers pourraient être utiles à ceux qui un jour, quelque part et pour différentes raisons, décident de disparaître.* »

On peut se le procurer en écrivant à mutineseditions@riseup.net



Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour la guerre sociale numéros 1-12 (année 2018), 210 p., septembre 2019

Personne ne l'attendait, et pourtant ce recueil à d'identité des douze premiers numéros du bulletin, reliés et avec une couverture rigide, existe désormais ! Tiré à plusieurs centaines d'exemplaires pour les amoureux du papier, on pourra le trouver ici ou là, à l'occasion de foires du livre anarchistes ou dans les lieux (locaux, bibliothèques, squats) et sur les tables de presse qui distribuent et impriment déjà chaque mois ce petit instrument anarchiste à travers tout le territoire.

| Le galion |

Nous sommes la chiourme anémique
d'une infâme galère
sur laquelle rôde la mort
qui lentement nous affame.

Jamais sur de limpides horizons
notre aurore ne s'entrouvre
et sur le misérable pont
hurle toujours la sentinelle.

Nos jours s'envolent
entre de fétides carènes
nous voilà esclaves maigres et hâves
enserrés par les chaînes.

La lune se lève sur la mer
les étoiles tournoient dans le ciel
mais sur nos propres lumières
est étendu un voile funèbre.

Foules d'esclaves amaigris
courbés à gémir sur la rame
brisons ces carènes
où courbés nous mourrons !

Pourquoi, esclaves gémissants,
continuer à ramer, ramer ?
Mieux vaut mourir dans les flots
sur la blanche écume de mer.

Ramons jusqu'à ce que le navire
se brise sur les déferlantes,
hissons les drapeaux rouges et noirs
dans le souffle des vents !

Que l'onde écumante et funeste
nous soit un lit compatissant
mais que se lève un jour sur les martyrs
le soleil de l'anarchie.

Debout esclaves, aux armes, aux armes !
La vague bouillonne et s'élève
éclairs et foudres tonnent
sur le galion fatal.

Debout esclaves, aux armes, aux armes !
Combattons d'un bras ferme !
Jurons jurons justice !
La liberté ou la mort !



Il y a quarante ans mourrait Belgrado Pedrini à Carrare, dans la ville où il était né en 1913. À 18 ans, Pedrini embrasse les idées anarchistes, et contre le fascisme qui s'empare de l'État italien, il n'attendra aucun ordre de parti, ni aucun soutien étatique. Il mènera sa lutte avec tous les moyens qu'il estime adéquats : agitation, attentats à l'explosif, expropriations et attaques armées contre les représentants du régime et les exploités. Arrêté, incarcéré, échappant de justesse à une exécution, puis libéré par des partisans anarchistes, Pedrini, comme d'autres, continuera à lutter au-delà de la fin officiellement proclamée des hostilités. Arrêté par le nouvel État « né de la Résistance », il passera 32 années en prison, où il ne cessera d'essayer de s'évader, de se mutiner, « *de réagir pour ne pas mourir* ». Enfin libéré en 1974, il reprit tout de suite le combat aux côtés de ses compagnons : fondation du *Circolo Culturale Anarchico*, ouverture du local *Bruno Filippi*, contributions au journal anarchiste *L'Amico del Popolo*, soutien à l'organisation libertaire armée *Azione Rivoluzionaria*. Avec la mort de Belgrado Pedrini le 11 février 1979 a disparu un individu insurgé contre l'ordre entier du monde, un individu qui a maintenu tout au long de sa vie, dans des circonstances plus favorables comme plus désespérées et tragiques, une solide continuité révolutionnaire. C'est peut-être la vivacité de ses aspirations qui lui a donné la force de rester cohérent avec son éthique d'anarchiste, comme peut en témoigner le manuscrit autobiographique inachevé laissé à un ami après sa mort : « *Nous fûmes les rebelles, nous fûmes les brigands* ».

